

Suède, accord de gouvernement : une révolution comme on en aimerait une en France !

écrit par Jean-Paul Saint-Marc | 20 octobre 2022





De gauche à droite : le premier ministre suédois Ulf Kristersson, le ministre des affaires étrangères Tobias Billstrom, les ministres de la santé, Acko Ankarberg Johansson, et du travail et de l'intégration, Johan Pehrson, au palais royal, à Stockholm, le 18 octobre 2022.

Le monde écrit : A Strasbourg, le groupe parlementaire Renew est divisé sur le maintien dans ses rangs de la seule députée européenne du parti libéral suédois, Karin Karlsbro. Ce qui présente le sens de la démocratie chez certains !

Après la victoire de la droite lors des élections du 11 septembre dernier par 3 petits sièges (176 contre 173), les quatre partis de droite ont eu à décider du contenu et du gouvernement à la tête de la Suède pour 4 ans. Ainsi, l'accord Tidö définit les objectifs sur 7 points fondamentaux...

Traduction WEB (avec quelques imperfections) – Les gras dans les textes descriptifs sont de mon fait !

Accord pour la Suède – L'accord Tidö

vendredi 14 octobre 2022

Les démocrates suédois, les modérés, les démocrates-chrétiens et les libéraux acceptent de prendre la responsabilité de la Suède dans le cadre d'une collaboration conjointe pendant la période du mandat 2022-2026.

Projets collaboratifs et coopération budgétaire

Les partis gouvernementaux sont les modérés, les chrétiens-démocrates et les libéraux. **Le parti de coopération** est les démocrates suédois, qui auront des fonctionnaires au bureau du gouvernement. La coopération vise à mettre en œuvre des réformes qui résolvent les grands problèmes de société. La coopération prendra la forme de projets dans **un certain nombre de domaines politiques prioritaires**. Il s'agit de *croissance et de finances des ménages, de criminalité, de migration et d'intégration, de climat et d'énergie, de santé et de soins médicaux, d'école, de liberté et de droits*. **Les chefs de parti décideront chaque année de la poursuite des projets de coopération pour l'année à venir**. Le responsable de chaque projet de coopération est le ministre d'État et secrétaire d'État du domaine auquel le projet se rapporte. Les démocrates suédois auront la même influence sur les questions liées aux projets de coopération que les partis au gouvernement. Les quatre parties à la coopération incluent également un accord budgétaire pour 2022 – 2026. Cela signifie que le cadre budgétaire est fixé et que le budget est décidé dans son intégralité. Le budget est négocié entre tous les partis avant le début du traitement parlementaire.

==> Le gouvernement sera assuré par trois partis : les Modérés, les Chrétiens-démocrates, et les Libéraux

==> Les Démocrates suédois, les majoritaires, soutiendront le gouvernement tout en contrôlant son action.

Accords politiques dans les projets de coopération

Vous trouverez ci-dessous un résumé des accords conclus dans le cadre des différents projets de collaboration.

==> Chacun peut apprécier les orientations dans chacun des projets... donc peu de commentaires !

Croissance et économie des ménages

L'orientation générale de la politique économique pendant le mandat consistera à lutter contre le chômage et à renforcer la capacité de croissance de la Suède. **Les frais administratifs des entreprises doivent être réduits pendant la durée du mandat.** La ligne de travail sera renforcée par une importante réforme des subventions avec, entre autres, **plafond d'allocation et conditions d'activité pour les personnes vivant de l'aide sociale(1).** L'assurance maladie doit fournir une sécurité financière à ceux qui ne peuvent pas travailler pour cause de maladie. Le niveau du fonds A qui s'applique aujourd'hui doit également s'appliquer à l'avenir. **La taxe sur le travail est réduite (2)** en mettant l'accent sur les revenus faibles et moyens, tout comme la taxe sur les retraites. Pour soutenir davantage les ménages, **la fiscalité sur l'épargne est réduite.** **Les ménages sont indemnisés pour les prix élevés de l'électricité et les prix du carburant sont fortement réduits,** notamment en abaissant l'obligation de réduction au niveau minimum de l'UE. **La fiscalité des entreprises doit être compétitive (3)** et les entreprises doivent bénéficier de bonnes incitations à investir dans la recherche et **avoir de meilleures chances d'attirer et de retenir les compétences clés.** Les conditions permettant aux petites et moyennes entreprises de se développer, d'employer et d'attirer des capitaux doivent être améliorées.

==> Quelques dispositions intéressantes. Et voilà que je vais multiplier les commentaires...

1 : ce qui serait pas mal en France, en tenant compte de TOUTES les aides.

2 : je postule pour un transfère des charges su travail sur la consommation.

3 : une nécessité, que l'on retrouve ci-dessus.

Crime

Des mesures révolutionnaires seront mises en œuvre pour arrêter les gangs. Celles-ci comprennent, entre autres, la double peine pour les criminels de gangs, la criminalisation de la participation à des gangs criminels, des moyens secrets de coercition plus efficaces, des zones de visite, des témoins anonymes, des interdictions de séjour, l'abolition des remises sur les pénalités pour les plus de 18 ans et l'abolition de la remise sur la quantité d'aujourd'hui. Parallèlement, des efforts sont déployés pour prévenir la criminalité avec une responsabilité parentale accrue, davantage de soins conformément à la LVU et une enquête sur l'abaissement de l'âge de la responsabilité pénale. Une force nationale d'intervention sociale est mise en place, qui réalisera des analyses environnementales et transmettra des méthodes éprouvées de prévention de la délinquance et formera des travailleurs sociaux à la prise en charge des jeunes qui commettent ou risquent de commettre des délits. Les programmes de soutien parental sont élargis. Une révision complète et approfondie de la législation pénale est en cours dans le but, entre autres, de durcir la peine pour les crimes violents et sexuels. La police, les services correctionnels et d'autres autorités au sein du système judiciaire se développeront considérablement.

==> On en rêverait pour la France ! Certains points ne sont pas formulés de façon assez précise pour apprécier...

Migration et intégration

L'accord signifie un changement pour la politique migratoire suédoise. La migration suédoise doit être ajustée au niveau minimum conformément au droit de l'UE, tout en maintenant les conventions internationales, y compris le droit d'asile. Les réformes suivantes seront mises en œuvre dans le cadre du projet : utilisation accrue des données biométriques dans les

cas d'étrangers, possibilités accrues de contrôle interne des étrangers, intensification du travail de retour, resserrement de l'immigration de travail et durcissement des conditions d'immigration familiale, centres de transit tout au long du processus d'asile, expulsion en raison du manque de déplacements, durcissement des conditions de citoyenneté et révocation des permis de séjour dans plusieurs cas. La politique d'intégration est modifiée pour devenir davantage basée sur la demande, où ceux qui sont en Suède depuis longtemps doivent assumer la responsabilité de faire partie de la société.

Climat et énergie

Le système électrique doit être restauré afin que les particuliers et les entreprises bénéficient de tarifs d'électricité stables et bas et pour réduire les émissions en augmentant l'efficacité de la transition. L'objectif de la politique énergétique passe de 100 % « renouvelable » à 100 % sans énergie fossile. **Les conditions d'investissement dans l'énergie nucléaire doivent être renforcées** grâce, entre autres, à des garanties de crédit gouvernementales de 400 milliards de SEK. De nouvelles règles doivent être introduites pour empêcher la politique de fermer arbitrairement les centrales nucléaires – l'énergie nucléaire doit se voir garantir le droit d'exploiter et de produire de l'électricité tant que les installations sont en bon état et exploitées en toute sécurité. **Une enquête sur le redémarrage des Ringhals 1 et 2 va être menée rapidement (1)**. Les interdictions du code de l'environnement d'autoriser de nouveaux réacteurs ailleurs qu'aujourd'hui et d'en avoir plus de dix en fonctionnement en même temps sont supprimées. L'interdiction de redémarrer les réacteurs fermés doit être levée.

Un programme d'investissements climatiques internationaux conformément à l'article 6 de l'Accord de Paris est en cours d'élaboration. Les investissements contribuent, par des mesures complémentaires, à la réalisation de l'objectif

climatique suédois de zéro émission nette en 2045. Des investissements dans l'extension de l'infrastructure de recharge et la capture du dioxyde de carbone seront mis en œuvre.

1 : *L'inverse de Fessenheim !*

Soins de santé

Les files d'attente doivent être réduites, l'accessibilité améliorée et l'égalité entre les différentes parties du pays assurée. Une commission d'enquête est chargée d'analyser et d'élucider le pour et le contre ainsi que de faire des propositions sur les possibilités d'introduire une propriété étatique partielle ou totale à long terme. Une agence nationale de santé sous les auspices de l'État est en cours de création pour réduire les files d'attente dans les soins de santé. Un plan national à long terme pour éliminer la pénurie de places d'accueil doit également être élaboré. Le travail visant à renforcer la santé mentale et la prévention du suicide doit être une priorité dans le cadre du travail de santé publique, notamment pour les jeunes. Des investissements spéciaux dans les soins contre le cancer et les cancers infantiles, y compris le suivi et la réadaptation, doivent être faits, ainsi que des investissements dans l'égalité des soins ainsi que dans les soins et la recherche sur les maladies et la santé des femmes. Un plan national de maternité est élaboré dans le but de renforcer les soins de maternité, d'accroître l'accessibilité et de réduire les différences régionales. L'infrastructure numérique des soins de santé est réformée et devient plus uniforme. Les possibilités d'avortement à domicile sont réalisées conformément aux décisions antérieures. Des propositions sont faites sur la manière dont le droit de la femme à l'avortement peut être protégé sous la forme d'un gouvernement. Une enquête est ajoutée pour renforcer la protection à coût élevé des soins dentaires afin de mieux imiter ce qui existe dans les autres soins. Les personnes âgées avec la pire santé bucco-dentaire

doivent être prioritaires. Une enquête est ajoutée pour renforcer la protection à coût élevé des soins dentaires afin de mieux imiter ce qui existe dans les autres soins. Les personnes âgées avec la pire santé bucco-dentaire doivent être prioritaires. Une enquête est ajoutée pour renforcer la protection à coût élevé des soins dentaires afin de mieux imiter ce qui existe dans les autres soins. Les personnes âgées avec la pire santé bucco-dentaire doivent être prioritaires.

==> On en rêverait pour la France (Bis repetita) !

École

Les écoles suédoises doivent subir une augmentation substantielle des connaissances. Des mesures sont prises pour introduire une norme de frais de scolarité contraignante au niveau national dans le but d'accroître l'égalité dans les écoles suédoises de tout le pays grâce au contrôle du financement par l'État. Le temps d'enseignement doit être augmenté et les documents constitutifs de l'école (programmes, plans de cours et plans de matières) réformés et mis davantage l'accent sur les apprentissages, les compétences et les connaissances factuelles et disciplinaires. Un système de notation axé sur les connaissances est introduit pour mettre fin aux problèmes d'inflation des notes. Une nouvelle loi sur les écoles indépendantes doit être introduite. La distribution des bénéfices ne doit pas avoir lieu dans les premières années suivant la création ou l'achat d'une école par un nouveau propriétaire. Le but est de garantir la propriété à long terme et que quiconque démarre ou acquiert une école gratuite doit avoir une solidité financière.

==> Vraiment l'inverse de ce qui se fait en France....

Démocratie et culture

La liberté et la diversité des médias doivent être promues. L'indépendance des médias de service public doit rester et son financement à long terme doit être

maintenu. Dans un paysage médiatique partiellement nouveau, les opérations de service public doivent être développées dans le cadre de l'infrastructure démocratique. Des mesures sont prises pour réduire le contrôle politique des contenus culturels. **Un canon culturel suédois doit être produit.**